

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

RAPPORT ANNUEL

(17 février 1962 — 17 mai 1963)

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS: TRENTE-SIXIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 4

NATIONS UNIES



New York, 1963

f) Création d'un mécanisme ayant pour objet d'élaborer, de dépouiller et d'analyser les données nécessaires pour l'établissement, l'exécution et l'évaluation des programmes;

g) Participation des différents secteurs de la population et des organismes publics au processus de programmation;

h) Renforcement ou création des organismes chargés de la préparation et de l'évaluation des avant-projets et projets d'investissement;

2. Réaffirme les termes de sa résolution 185 (IX), demandant en conséquence au secrétariat de continuer d'organiser des réunions techniques sur les problèmes de la planification, et recommande aux gouvernements des Etats membres de la Commission de mettre au point un programme d'échanges de données d'expérience entre les différents services de programmation créés en Amérique latine;

3. Prie le secrétariat et l'Institut latino-américain de planification économique et sociale de continuer et d'intensifier leurs recherches en matière de planification pour seconder les efforts des gouvernements en ce qui concerne les travaux mentionnés dans les paragraphes ci-dessus, et de poursuivre leurs travaux sur la répartition du revenu en fournissant une assistance technique aux différents pays et en progressant dans l'étude des problèmes méthodologiques et techniques d'analyse;

4. Recommande aux pays latino-américains d'examiner s'il est souhaitable d'établir, en plus des bureaux centraux de planification, des bureaux par secteur au niveau des ministères et des organismes autonomes, pour rendre plus efficace le processus de planification dans son ensemble.

16 mai 1963.

234 (X). Industries d'intégration

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que les pays d'Amérique latine devront effectuer au cours des années à venir des investissements considérables dans l'industrie pour atteindre les objectifs de développement économique et social qu'ils se sont fixés,

Tenant compte du fait que le rendement optimum de ces investissements dépend d'une programmation efficace du développement industriel, grâce à laquelle les branches industrielles à développer sont choisies de façon cohérente et conformément à une conception globale du développement économique et social,

Considérant que, dans chaque branche industrielle, le choix des techniques de production et de l'équipement doit être en harmonie avec les caractéristiques de l'économie latino-américaine en ce qui concerne les matières premières disponibles, les dimensions des marchés et l'abondance ou la rareté relatives des divers facteurs de production,

Notant que, dans le document intitulé : « Problemas y perspectivas del desarrollo industrial latinoamericano » (E/CN.12/664), le secrétariat a posé ces problèmes en

termes concrets en même temps qu'il entreprenait de brosser un tableau clair de la situation actuelle et des perspectives de développement des diverses branches de l'industrie en Amérique latine,

Considérant que le secrétariat a préparé en outre, depuis la neuvième session, des études sur diverses branches de l'industrie⁴⁷ qui fournissent des données techniques et économiques utiles pour définir ces problèmes dans les industries sidérurgique, mécanique, chimique, textile, forestière, ainsi que dans l'industrie de la pâte et du papier, et qu'à l'occasion de ces travaux il a accumulé une expérience considérable en la matière,

Considérant que pour réorienter le processus de développement industriel de l'Amérique latine de façon à donner une impulsion nouvelle et un meilleur équilibre au développement économique et social de la région, il faudra tenir compte de plus en plus des vastes possibilités de développement industriel coordonné qu'offre l'intégration économique de l'Amérique latine,

Considérant que l'intégration industrielle accélérée de l'Amérique latine est subordonnée, d'une part, à la réalisation d'études préliminaires et au rassemblement de données de base sur chaque industrie considérée dans les différents pays, et d'autre part, à l'adoption d'une optique régionale adaptée aux perspectives et aux grandes lignes du développement économique et social de l'ensemble de l'Amérique latine,

Tenant compte du fait que les gouvernements de certains Etats membres ont fait connaître leur décision de prendre des dispositions pour hâter la libération des échanges dans le cadre de l'Association latino-américaine de libre-échange,

Consciente du fait que, pour qu'un tel effort d'accélération du processus d'intégration soit efficace, il faut que les gouvernements puissent disposer dans les plus brefs délais de données techniques et économiques concrètes et précises sur les possibilités de développement des industries d'intégration,

Considérant enfin qu'en raison des recherches qu'il a déjà effectuées sur les questions industrielles et de son expérience incontestable dans ce domaine, le secrétariat est en mesure de préparer ces études et de rassembler ces données,

1. *Félicite* le secrétariat des travaux qu'il a entrepris dans le domaine de l'industrie et lui recommande de poursuivre et d'accélérer ces travaux en leur accordant la priorité la plus élevée;

2. *Recommande* au secrétariat de s'attacher de plus en plus, dans l'exécution de ces travaux, à rechercher les possibilités de créer des industries orientées principalement vers le marché commun ou « industries d'intégration », notamment dans les secteurs de la sidérurgie, des industries chimiques et pétrochimiques, de la construction mécanique, du matériel de transport et des

⁴⁷ E/CN.12/570/Rev.1 (publication des Nations Unies, n° de vente : 63.II.G.7), E/CN.12/619/Rev.1 (publication des Nations Unies, n° de vente : 63.II.G.2), E/CN.12/622 (publication des Nations Unies, n° de vente : 63.II.G.5), E/CN.12/623, E/CN.12/624 (publication des Nations Unies, n° de vente : 63.II.G.1), E/CN.12/628 et Add.1 à 3, E/CN.12/629 et Add.1 à 5, E/CN.12/633 (publication des Nations Unies, n° de vente : 63.II.G.4).

matériaux de construction, afin de faciliter leur implantation et de réaliser le remplacement des importations et l'augmentation de la production en indiquant quelles sont les formules et les procédés qui lui paraissent les plus indiqués pour atteindre cet objectif;

3. *Recommande* au secrétariat de prendre tout particulièrement en considération, lorsqu'il organisera et effectuera ces études, les caractéristiques de la situation des pays moins développés d'Amérique latine, afin de faciliter l'adoption de mesures gouvernementales qui permettront à ces pays de participer plus activement au processus d'intégration régionale;

4. *Prie* le secrétariat de communiquer aux gouvernements des Etats membres chacune de ces études dès qu'elle sera prête pour leur permettre de prendre les dispositions qu'ils jugeront appropriées sans attendre la prochaine session de la Commission;

5. *Suggère* aux gouvernements des Etats membres d'accorder la priorité aux projets relatifs à la création d'industries d'intégration;

6. *Invite* les institutions financières internationales à consentir par priorité une aide financière au titre des projets industriels d'intégration.

16 mai 1963.

235 (X). Problèmes de l'industrie textile

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Prenant note avec satisfaction de l'avancement des travaux que le secrétariat a consacré à l'analyse de la situation actuelle et des perspectives de l'industrie textile des pays d'Amérique latine membres de l'Association latino-américaine de libre-échange, en vue de leur participation à un marché régional intégré,

Considérant que les rapports présentés jusqu'à présent font ressortir une très nette sous-utilisation des ressources disponibles — aussi bien en capital qu'en main-d'œuvre et en matières premières — et proposent une action coordonnée tant à l'échelon national que sur le plan international pour remédier à ces insuffisances, action qui a déjà été entreprise dans certains cas,

Tenant compte du fait que les pays sur lesquels le secrétariat a déjà terminé ses études — le Brésil et le Chili — ont mis en œuvre, par l'intermédiaire des organismes techniques compétents, un plan coordonné d'assistance technique en faveur de ce secteur industriel afin d'y apporter les modifications d'organisation et de structure qui lui permettront d'atteindre sa pleine capacité, tant pour approvisionner et élargir ses marchés intérieurs que pour participer éventuellement à un marché régional intégré,

Tenant dûment compte de l'influence qu'exercent sur le fonctionnement de l'industrie la qualité des matières premières, la formation de la main-d'œuvre et du personnel administratif et le choix des techniques appropriées,

Invite les organismes internationaux qui s'occupent des diverses questions susmentionnées, à savoir l'Orga-

nisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Etats américains, la Banque inter-américaine de développement, et l'Association latino-américaine de libre-échange, à examiner, en liaison avec le secrétariat de la Commission et le programme d'assistance technique des Nations Unies, la possibilité de collaborer de façon coordonnée avec les organismes nationaux responsables et les entreprises industrielles intéressées à l'exécution de programmes d'action dans les différents pays, et à envisager au besoin la création d'un groupe de travail spécial chargé d'étudier, dans chaque pays qui en fera la demande, l'assistance technique et financière que les organisations en question pourraient fournir dans ce domaine, en tenant compte des conclusions des études correspondantes de la Commission, puis d'évaluer les progrès qu'une telle assistance aura permis de réaliser.

16 mai 1963.

236 (X). Ressources et industries forestières

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Ayant examiné l'étude intitulée *Tendencias y perspectivas de los productos forestales en América Latina* (E/CN.12/624⁴⁸), ainsi que le document relatif aux ressources forestières (E/CN.12/670/Add.3), préparés conjointement par la Commission et par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture,

Considérant que, tout en étant la région la plus riche du monde en ressources forestières par rapport au chiffre de sa population, l'Amérique latine produit seulement 10 p. 100 de la totalité du bois consommé sur le marché mondial et 4 p. 100 du bois utilisé à des fins industrielles,

Tenant compte du fait que la demande des produits du bois et de leurs dérivés augmente actuellement à un rythme accéléré, tant dans la région elle-même que dans le monde en général, et que de nouveaux marchés s'ouvrent dans des pays qui étaient jusqu'ici exportateurs de ces produits,

Attendu que les études détaillées sur les ressources forestières de la région n'ont porté jusqu'ici que sur certaines parties d'un petit nombre de pays et qu'il est nécessaire de compléter le plus rapidement possible les enquêtes dans ce domaine afin que l'on évite de formuler des politiques mal inspirées pour la mise en valeur de ces ressources,

Considérant que si l'on n'adopte pas à brève échéance une politique forestière saine et coordonnée pour l'ensemble de la région, on risque dans les années à venir d'avoir à consacrer des crédits considérables à l'importation de produits forestiers et à des travaux de remise en valeur des terres,

1. *Prend note avec satisfaction* des études mentionnées dans le premier considérant ci-dessus et recommande au

⁴⁸ Publication des Nations Unies, n° de vente : 63.II.G.1.